

# Document

## Le Medef propose de réformer le licenciement économique (06.02)

### **Reuters 05.02.**

Le patronat français s'est défendu jeudi de vouloir jeter de l'huile sur le feu en proposant qu'une réforme du licenciement économique soit débattue en 2009 par les partenaires sociaux.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a proposé jeudi qu'une délibération sociale ait lieu entre le patronat et les syndicats pour "poursuivre le travail engagé sur la modernisation du marché du travail".

"Il peut y avoir, dans cette problématique-là, la question du licenciement économique mais ça ne se réduira certainement pas à cela", a-t-elle déclaré à la presse en ouverture de l'Assemblée générale du Medef au théâtre Mogador à Paris.

Priée de dire si une telle proposition n'était pas susceptible de provoquer la colère des syndicats, elle a répondu qu'elle ne jetait "absolument pas d'huile sur le feu".

"Je propose une délibération sociale, c'est-à-dire: 'discutons du diagnostic que nous sommes capables de faire ensemble sur la situation'. (...) Il est hors de question que l'une ou l'autre des parties arrive avec un texte ficelé et définitif qui cherche à imposer son point de vue."

Interrogée sur les autres thèmes qui pourraient être abordés au cours de cette délibération sociale, Laurence Parisot a botté en touche: "Je n'en dirai pas plus ce matin."

### **"UNE PROVOCATION" POUR BESANCENOT**

D'après Le Figaro, la patronne des patrons va demander lors de son discours de clôture, prévu à 13h00, à Nicolas Sarkozy d'inclure dans l'agenda des négociations sociales de 2009 une réforme du licenciement économique.

L'objectif, selon le quotidien, serait triple : rendre les licenciements économiques plus rapides, les sécuriser juridiquement pour limiter les recours devant les prud'hommes et permettre aux entreprises de licencier avant même d'être en difficulté financière.

Laurence Parisot s'est défendue devant la presse de vouloir "améliorer" ou "assouplir" le licenciement économique mais a assuré vouloir le "sécuriser". "Ce n'est pas la même chose", a-t-elle fait valoir.

Cette proposition a déjà fait bondir à l'extrême gauche.

"C'est une vraie provocation", a déclaré Olivier Besancenot, estimant que l'objectif était de "faire en sorte qu'on ait de moins en moins recours aux prud'hommes".

"C'est très cohérent avec ce que réclame l'oligarchie économique actuelle, qui pense que, pour sortir de la crise économique, il faut accélérer les mesures libérales qui durent depuis trente ans", a ajouté le dirigeant du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) sur France Inter.

"En plus d'être injuste, ça va alimenter la crise économique elle-même."

Laurence Parisot a proposé par ailleurs une délibération sociale "sur la modernisation du paritarisme" visant à régler des questions de fonctionnement.

"Cette délibération sociale me semble tout à fait décisive si nous voulons rénover le paritarisme (...) Si nous voulons qu'il perdure, il faut d'abord le rénover."

Commentaire : Ils veulent nous dépouiller de tous nos droits, soit on se laisse faire et on retourne un siècle en arrière ou l'on se retrouve dans la même situation que le prolétariat des pays asiatiques ou africains.

Je vous avais parlé du jeune informaticien, Saktivel, 27 ans, qui me dépanne à chaque fois que j'ai un problème avec mon système informatique et qui m'avait demandé de s'installer provisoirement chez moi parce qu'il habitait loin de son lieu de travail. Il vit chez moi depuis 10 jours.

J'ai calculé qu'il avait travaillé 76 heures au cours des sept derniers jours donc y compris le dimanche. Il a une sacrée vie de merde et ses heures supplémentaires ne lui ont jamais été payées depuis 6 ans qu'il travaille dans la même société, Integra, à Pondichéry.

Il touche un salaire net de 10.000 roupies par mois (1.500 euros environ), il a l'expérience d'un ingénieur hautement qualifié en informatique, il est technicien chargé du réseau interne et de l'entretien du système informatique de l'entreprise où il y a 1.000 ordinateurs plus un serveur. Cette boîte est spécialisée dans la publication sur Internet et travaille principalement pour les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne, mais aussi la France et beaucoup d'autres pays. En France, avec sa qualification il percevrait un salaire mensuel d'environ 10.000 euros, si on rajoute les cotisations sociales qui font partie du salaire et qu'on tient compte du nombre d'heures de travail mensuel qu'il fournit.

Il n'a pas de vie en dehors de son travail et ne peut pas envisager de fonder une famille. Il part le matin à 9 heures, il arrive à son boulot 10 minutes plus tard, il a une heure pour déjeuner mais souvent il doit sauter le repas de midi car il y a toujours un problème urgent à régler, time is money, et le soir il rentre entre 21h30 et 23h30, ce soir il est arrivé à 22h45, il est 23h20 au moment où j'écris ces lignes et il est en train de dîner en regardant un film tamoul à la télé qui commence à me casser la tête !

Le Medef en rêve !

Ils ne veulent pas seulement nous faire payer la crise du capitalisme, ils veulent nous réduire en esclavage, il n'y a pas d'autre mot, ou alors il faut que l'on m'explique comment on peut qualifier la situation de Saktivel.